

PRÉFET DE VAUCLUSE

Direction régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
de Provence-Alpes-Côte d'Azur

Avignon, le 21 mars 2018

Adresse postale

Services de l'Etat en Vaucluse
DREAL PACA
Unité Départementale
de Vaucluse
84905 AVIGNON cedex 09

Adresse physique

DREAL PACA
Unité Départementale de Vaucluse
Cité Administrative
Bâtiment 1 - Porte B
Avenue du 7ème Génie
84000 AVIGNON

Affaire suivie par : UD84-Sub2

Tél. : 04.88.17.89.07 – Fax : 04.88.17.89.48

N° S3IC : 64-422/ P3

Réf. : D-0063-2018-UD84-Sub2

Rapport de l'inspection des installations classées

Objet : Installations classées pour la protection de l'environnement
Renouvellement d'agrément n° PR 84 0006-D du 2 août 2012 pour un centre de traitement de véhicules hors d'usage.

Pétitionnaire : SAS CRA AUTOMOBILES au 2872 Route d'Orange commune de SORGUES (84 700)

P.J. : Un projet d'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires de renouvellement agrément

Résumé

Par transmission reçue le 5 mars 2018, Monsieur le Préfet de Vaucluse a adressé à l'inspection des installations classées pour instruction, le dossier de demande de renouvellement d'agrément de la SAS CRA AUTOMOBILES sise au 2872 Route d'Orange commune de SORGUES pour son centre de traitement de véhicules hors d'usage (VHU).

1. PRÉSENTATION DE L'ACTIVITÉ DE LA SAS CRA AUTOMOBILES

1.1. Identité de l'exploitant

Raison sociale	: CRA AUTOMOBILES,
Siège social	: Quartier le Plan 2872 Route d'Orange 84 700 SORGUES,
Adresse du site	: Quartier le Plan 2872 Route d'Orange 84 700 SORGUES,
Statut juridique	: Société par actions simplifiée,
N° de SIRET	: 437 837 222 00029,
Registre de Commerce :	: R.C.S. AVIGNON 437 837 222,
Code NAF	: 4511Z Commerce de voitures et de véhicules automobiles légers.

1.2. Le site d'implantation

- Département : VAUCLUSE,
- Commune : SORGUES
- Lieu-dit : le Plan
- Références cadastrales : Section AR parcelle 3, 12,16, 43
- Superficie totale du site : 32 228m²,
- Coordonnées Lambert 93 : X = 850 517,54 Y = 6 327 624,22.

Carte



source Google-Maps

1.3. Consistance de l'installation

L'établissement comprend les constructions et aménagements suivants :

- un bâtiment administratif,
- 2 magasins de pièces détachées,

- un parc poids lourds qui comprend un atelier, une aire de dépollution et de démontage des véhicules hors d'usage de type poids lourd et diverses aires de stockage (attente de décision des assurances, VHU en attente de dépollution, VHU dépollués),
- un parc véhicules légers qui comprend un atelier, une aire de dépollution et de démontage des véhicules hors d'usage de type véhicule léger et diverses aires de stockage (attente de décision des assurances, VHU en attente de dépollution, VHU dépollués),
- La surface totale de l'établissement est de 32 228 m² dont 1 200 m² de surface étanche destinée au stockage de véhicules en attente de dépollution.

1.4. Activité et situation administrative de l'établissement

L'exploitant est considéré comme étant un « démolisseur » au sens de l'arrêté du 2 mai 2012 relatif aux agréments des exploitants des installations de stockage, de dépollution, de démontage, de découpage ou de broyage des véhicules hors d'usage.

Les capacités des installations de stockage, de dépollution et de démontage permettent de traiter environ 3 000 véhicules hors d'usage par an dont 200 poids lourds.

La SAS CRA AUTOMOBILES est titulaire d'un arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter un centre VHU pour la dépollution et le démontage de voitures et poids lourds. Le site est réglementé par :

- un arrêté préfectoral d'autorisation du n° 440 du 14 mars 1997 autorisant la société RACCHINI à exploiter un dépôt de véhicules hors d'usage,
- un arrêté préfectoral portant renouvellement d'agrément de centre VHU n° 2012215-0005 du 2 août 2012 à la SAS CRA AUTOMOBILES sous le numéro d'agrément PR 84 00006 D,
- un récépissé de changement d'exploitant délivré le 30 octobre 2013 au profit de la Société GROUPE FERT DÉMOLITION,
- un arrêté préfectoral complémentaire pour la SAS CRA AUTOMOBILES n° 2014339-0002 du 5 décembre 2014 fixant le montant des garanties financières,
- un arrêté préfectoral complémentaire pour la SAS CRA AUTOMOBILES du 15 mars 2018 qui modifie le tableau des rubriques d'activités de l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 440 du 14 mars 1997 comme suit :

Rubrique	Activité	Capacité	Régime*
2712-1.a	Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage. Dans le cas de véhicules terrestres hors d'usage, la surface de l'installation étant : a) supérieure ou égale à 30 000 m ²	32 228 m ²	A
2718-1	Installation de transit, regroupement ou tri de déchets dangereux ou de déchets contenant les substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R. 511-10 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712, 2717, 2719 et 2793. La quantité de déchets susceptibles d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 1 t	11 t	A

* : A : autorisation, E : Enregistrement ; D : déclaration, NC : installations et équipements non classés mais proches ou connexes des installations du régime A.

2. DEMANDE DE RENOUELEMENT D'AGRÉMENT

La SAS CRA AUTOMOBILES a demandé à Monsieur le Préfet de Vaucluse, par courrier en date du 28 février 2018, le renouvellement de son agrément pour ses activités de dépollution et de démontage de véhicules hors d'usage.

Ce dossier a été déposé dans les délais prévus au titre de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012 relatif aux agréments des exploitants des installations de stockage, de dépollution, de démontage, de découpage ou de broyage des véhicules hors d'usage, soit six mois avant la date de fin de validité de l'agrément en cours.

2.1.1. Examen du dossier

Le dossier de renouvellement d'agrément contient :

- les éléments demandés dans l'article 2 de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012 (raison sociale, forme juridique et adresse de la société ainsi que la qualité du signataire de la demande, etc.),
- l'engagement du demandeur de respecter les obligations du cahier des charges mentionnées à l'article R.543-164 du code de l'environnement et les moyens mis en œuvre à cette fin,

- les références de l'arrêté préfectoral au titre de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- le dernier rapport, datant de moins d'un an, relatif à la vérification de la conformité de l'installation aux dispositions du cahier des charges annexé à l'arrêté préfectoral d'agrément, établi par un organisme tiers accrédité,
- la justification des capacités techniques et financières du demandeur à exploiter l'installation conformément au cahier des charges défini à l'article R.543-164 du code de l'environnement,
- la description détaillée des dispositions envisagées pour le respect de ses obligations en matière de réutilisation, de recyclage et de valorisation, telles qu'elles sont définies aux 11° et 12° de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012.

En conséquence, la demande est complète.

Toutefois, l'organisme tiers accrédité a relevé une non-conformité relative aux dispositions du cahier des charges de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012.

La non-conformité est la suivante :

- 3 réservoirs GPL sont en stock en attente du choix d'une filière de traitement ou de réemploi. Le précédent établissement spécialisé en charge de la récupération n'existe plus.

Par courriel du 19 mars 2018, l'exploitant a fourni des justificatifs permettant de lever la non-conformité. L'exploitant a transmis les coordonnées de la nouvelle filière de traitement.

2.1.2. Avis de l'inspection

Pour la non-conformité, les dispositions prises par l'exploitant ont permis de répondre aux prescriptions de l'article 1 de l'annexe I de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012. Cet écart peut donc être levé.

3. CONCLUSIONS ET PROPOSITIONS DE L'INSPECTION

Considérant que la SAS CRA AUTOMOBILES a effectué une demande de renouvellement de son agrément PR 84 00006 D pour ses activités de dépollution et de démontage de véhicules hors d'usage au titre de l'article 3 de l'arrêté ministériel du 2 mai 2012, concluant que cette demande est conforme à l'article 2 du même arrêté,

Considérant que les activités précitées ont été autorisées par des arrêtés préfectoraux et sont régulièrement exploitées,

J'ai l'honneur de proposer à Monsieur le préfet de Vaucluse de donner une suite favorable à la demande de renouvellement d'agrément de la SAS CRA AUTOMOBILES.

À cet effet, est joint au présent rapport un projet d'arrêté préfectoral actant le renouvellement de l'agrément PR 84 00006 D de la SAS CRA AUTOMOBILES.